



FRANCE STRATÉGIE
ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

PLAQUETTE
DE PRÉSENTATION
2020

Institution autonome placée auprès du Premier ministre, France Stratégie contribue à l'action publique par ses analyses et ses propositions.

Elle anime le débat public et éclaire les choix collectifs sur les enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Elle produit également des évaluations de politiques publiques à la demande du gouvernement.

Les résultats de ses travaux s'adressent aux pouvoirs publics, à la société civile et aux citoyens.

Créée par décret le 22 avril 2013, France Stratégie a pris la suite du Commissariat général du Plan (1946-2006) et du Centre d'analyse stratégique (2006-2013).

Son organisation s'articule autour de 4 départements thématiques : Économie ; Travail, emploi, compétences ; Société et politiques sociales ; Développement durable et numérique.

« France Stratégie se donne comme objectif d'être le plus utile possible pour éclairer le débat public et faire des propositions pour la conduite des politiques publiques, avec une exigence de qualité et d'ouverture. »

Gilles de Margerie, commissaire général

L'ORGANIGRAMME DE FRANCE STRATÉGIE :

Commissaire général

Gilles de Margerie

Commissaire général adjoint

Cédric Audenis

Secrétariat général et pôle développement

Véronique Fouque

Développement durable et numérique

Bérengère Mesqui, directrice du département

Économie

Vincent Aussilloux, directeur du département

Société et politiques sociales

Gautier Maigne, directeur du département

Travail, emploi, compétences

Hélène Garner, directrice du département


Édition, communication, événements

Matthias Le Fur, directeur du service

Plateforme RSE

Gilles Bon-Maury, secrétaire permanent



En France, l'évaluation des politiques publiques a beaucoup progressé depuis quelques années, et France Stratégie y joue un rôle très substantiel en pilotant six comités d'évaluation. 

Cédric Audenis, commissaire général adjoint

FRANCE STRATÉGIE EN CHIFFRES :

- LES PUBLICATIONS DE 2019 -

10

NOTES
D'ANALYSE

3

NOTES
DE SYNTHÈSE

16

DOCUMENTS
DE TRAVAIL

12

RAPPORTS

FRANCE STRATÉGIE EST
UN LIEU DE DÉBAT
ET DE CONCERTATION QUI PERMET
D'ASSOCIER À SES RÉSULTATS
LES ACTEURS CONCERNÉS.

PRÈS DE 40 ÉVÉNEMENTS
ONT ÉTÉ ORGANISÉS EN 2019
SUR DIFFÉRENTES THÉMATIQUES
ET AVEC DES SUPPORTS VARIÉS.

- Un cycle de séminaires sur l'impact environnemental du numérique
- Une conférence internationale sur les plateformes de micro-travail
- Un colloque sur les enjeux de la transition climatique
- Des présentations en partenariat avec des think tanks ou des organisations internationales pour présenter et discuter de leurs travaux
- Des conférences en ligne pour présenter et débattre avec les internautes des principales conclusions de nos dernières publications
- La co-conception de grands événements annuels comme les Printemps de l'économie ou les Journées de l'économie.

ÉCLAIRER LE DÉBAT PUBLIC

France Stratégie contribue au débat public en produisant des études originales qui s'intéressent aux problématiques émergentes. Elle est un lieu de débat et de concertation qui lui permet d'associer à ses analyses les acteurs concernés.

Quel est le poids de la reproduction sociale en France? Le couple contribue-t-il à réduire les inégalités? L'investissement des entreprises françaises est-il efficace? France Stratégie produit des études qui livrent des diagnostics et proposent de nouveaux concepts et outils statistiques pour éclairer le débat public.

L'IMPACT DE L'IMMIGRATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL, LES FINANCES PUBLIQUES ET LA CROISSANCE.

Un résident français sur dix est immigré. L'impact des immigrés sur le marché du travail, les finances publiques et la croissance dépend des caractéristiques sociodémographiques de la population immigrée comme de celles, institutionnelles et économiques, du pays d'accueil. Rapport établi à la demande de l'Assemblée nationale.

LA RÉPARTITION TERRITORIALE DES EMPLOIS PUBLICS.

Les emplois publics sont-ils équitablement répartis en France? Pour éclairer la question, cette note distingue l'emploi public «local» (qui regroupe les services à destination des usagers proches) et l'emploi public «non local», tel que la justice ou l'enseignement supérieur.

Si les taux d'administration des emplois locaux apparaît homogène au sein du territoire, les emplois non locaux sont nettement plus concentrés, dans les métropoles, préfectures, ou bases militaires. Une réflexion sur la localisation de ces emplois publics apparaît donc légitime.

Clément Dherbécourt, département Société et politiques sociales

PROPOSER L'ACTION PUBLIQUE DE DEMAIN

Pour définir l'action publique, le décideur a besoin d'un éclairage allant du diagnostic à la préconisation. France Stratégie y contribue en formulant des propositions pour améliorer l'efficacité des politiques publiques.

Transition vers une économie bas carbone, maîtrise de la trajectoire budgétaire et fiscale, emplois des seniors... France Stratégie formule des recommandations utiles à l'action publique. Aussi souvent que possible, ses études prennent en compte les dimensions territoriales et les expériences étrangères.

FAIRE DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE UN LEVIER DE LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE.

Une perspective se dessine pour engager une véritable politique de transition agroécologique capable de répondre aux attentes sociétales et de garantir un revenu décent aux agriculteurs : faire évoluer la politique agricole commune en renforçant son ambition environnementale, à budget inchangé, et la compléter par un système de bonus autofinancés au niveau national.

COMMENT FAIRE « ENFIN » BAISSER LES ÉMISSIONS DE CO² DES VOITURES ?

Alors que les voitures particulières sont responsables de la moitié des émissions de GES du secteur des transports, l'Union Européenne a fixé un seuil maximum pour les émissions de CO₂ des voitures neuves à 60 grammes par kilomètre en 2030. Or ces émissions dépassent 120 grammes en 2018, et ne baissent plus depuis 2016. Il est donc urgent de passer à l'électrique et de réduire le poids des voitures.

BAISSER LE POIDS DES DÉPENSES PUBLIQUES : LES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE DES PAYS EUROPÉENS.

Tous nos voisins européens ou presque ont connu un épisode de baisse du poids des dépenses publiques de 2 à 3 points de PIB sur cinq ans. La France peut-elle s'en inspirer et si oui, à quoi ressemblerait une trajectoire d'ajustement optimal « à la française » ?

« La question de l'emploi des salariés âgés est directement liée à celle de l'avenir du système de retraite français, confronté au vieillissement. Or l'embauche des seniors est freinée, notamment par des stéréotypes négatifs liés à l'âge. »

ÉVALUER LES POLITIQUES PUBLIQUES

Depuis le décret de 2013 portant création de France Stratégie et incluant explicitement parmi ses missions l'évaluation des politiques publiques, France Stratégie a été chargée de piloter un nombre croissant de comités d'évaluation de mesures venant d'être votées : **évaluation des ordonnances travail, des politiques d'innovation (dont le crédit d'impôt recherche), du plan pauvreté, du CICE, de la fiscalité du capital, du plan France très haut débit 2019-2022, et de la loi PACTE.**

RAPPORT 2019 DU COMITÉ D'ÉVALUATION DE LA RÉFORME DE LA FISCALITÉ DU CAPITAL

Installé fin 2018, les travaux du comité d'évaluation de la réforme de la fiscalité du capital portent sur l'instauration d'un prélèvement forfaitaire unique sur les revenus financiers ainsi que sur le remplacement de l'ISF par un impôt recentré sur la fortune immobilière (IFI). Présidé par Fabrice Lenglard, le comité a publié un premier rapport en octobre 2019. Le rapport présente les enseignements de la littérature économique, des analyses inédites sur l'ISF, et les premières indications ex-post sur la réforme.

ÉVALUATION DE LA STRATÉGIE NATIONALE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

L'évaluation du « plan pauvreté », qui a débuté à l'automne 2019 sous la présidence de Louis Schweitzer, vise à quantifier les impacts des différentes mesures mises en place, notamment sur le taux de pauvreté et le taux de privation matérielle. Ce comité associe également à ses travaux des personnes en situation de pauvreté, ainsi qu'un panel de citoyens.

ÉVALUATION DE LA LOI PACTE

L'évaluation de la loi relative à la croissance et à la transformation des entreprises du 22 mai 2019, dite loi Pacte, a débuté à l'automne 2019, sous la présidence de Gilles de Margerie. Un premier rapport a été publié en décembre, détaillant les enjeux méthodologiques relatifs à l'évaluation des 23 thématiques mentionnées dans la loi.

La réforme du **crédit d'impôt recherche (CIR)** a atteint sa première cible : **la croissance des dépenses de recherche et développement (R&D) des entreprises. Chez les entreprises qui étaient déjà bénéficiaires avant 2008, un euro d'aide alloué via le CIR réformé a entraîné un peu plus d'un euro de dépenses R&D supplémentaires.**

Mohamed Harfi et Rémi Lallement, départements Travail emploi compétence d'une part et Économie d'autre part, sur la base du rapport publié en 2019



LA PLATEFORME RSE

France Stratégie accueille la Plateforme RSE, **un espace de dialogue, de concertation et de construction de propositions.**

Présidée par Frédérique Lellouche et animée par Gilles Bon-Maury, secrétaire permanent de la Plateforme, elle réunit, depuis 2013, **un large éventail de parties prenantes** : entreprises, partenaires sociaux, organisations de la société civile, réseaux d'acteurs, chercheurs et institutions publiques.

30

PUBLICATIONS

Sur les questions sociales, environnementales et de gouvernances soulevées par la RSE depuis 2013.

50

ORGANISATIONS MEMBRES

400

RECOMMANDATIONS FORMULÉES

Par la Plateforme depuis son installation en 2013

Document récent :

AVIS : « Engagement pour l'égalité femmes-hommes des entreprises actives à l'internationale » - Octobre 2019

Les instances du réseau de France stratégie

- Conseil d'analyse économique
- Centre d'études prospectives et d'informations internationales
- Conseil d'orientation des retraites
- Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie
- Haut Conseil du financement de la protection sociale
- Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge
- Haut Conseil pour le climat

Le conseil d'orientation pour l'emploi

Pleinement intégré à France Stratégie, le Conseil d'orientation pour l'emploi, est une instance d'expertises et de débats autour des grandes questions de l'emploi et du chômage, en pleine cohérence avec la tradition de dialogue social qui est celle de France Stratégie depuis sa création comme Commissariat Général du Plan.

Le conseil national de productivité

Le CNP est chargé d'analyser les déterminants et les évolutions de la productivité et de la compétitivité en France en tenant compte notamment des aspects liés à la zone euro. Il est présidé par Philippe Martin et est composé de onze experts indépendants. France Stratégie assure le secrétariat général du CNP.

TOUTE L'ACTUALITÉ DE FRANCE STRATÉGIE

DANS VOTRE BOÎTE MAIL



Le supplément

Restez informés de l'actualité de France Stratégie, une fois par mois



(Re)voir

Profitez de la sélection des vidéos du mois



Clés de lecture

Découvrez nos dernières analyses en infographies



Le flash

Recevez une alerte dès la sortie de la publication.



In Brief

Subscribe to the latest from France Stratégie in English



Les débats

Participez aux événements organisés par France Stratégie

**POUR RECEVOIR NOTRE ACTUALITÉ,
ABONNEZ-VOUS SUR STRATEGIE.GOUV.FR**



STRATEGIE.GOUV.FR



FRANCE STRATEGIE



@STRATEGIE_GOUV



FRANCE-STRATEGIE



FRANCESTRATEGIE



@FRANCESTRATEGIE_